

Christophe Boisbouvier : « le 27 juin 1994, en fin d'après-midi, une unité de 16 soldats commandos français découvrent une centaine de rescapés tutsi sur cette colline. Et ce n'est que 60 heures plus tard – donc le 30 juin à l'aube – que l'armée française les évacue. J'ai vécu personnellement ces deux évènements »

Transcription de l'interview diffusée sur France 24, le 26 octobre 2018 et mise en ligne sous le titre : « Rwanda : Christophe Boisbouvier explique comment les troupes françaises ont tardé à réagir face aux massacres ».

Lien : <https://www.france24.com/fr/video/20181026-rwanda-christophe-boisbouvier-explique-comment-troupes-francaises-ont-tarde-a-reagir-face-massacres>

*



CHRISTOPHE BOISBOUVIER SUR LE PLATEAU DE FRANCE 24, LE 26 OCTOBRE 2018.

[Note du transcripteur : l'évacuation de Bisesero ne s'est pas déroulée dans la matinée du 30 juin 1994 mais en fin d'après-midi. Le 30 juin 1994, Christophe Boisbouvier n'était pas à Bisesero mais à Kirinda avec le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval. Il ne s'est rendu à Bisesero que le 1^{er} juillet 1994].

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

Judith Grimaldi : Bonjour Christophe Boisbouvier. Vous êtes spécialiste de l'Afrique à RFI, animateur de l'émission « Invité Afrique » et vous étiez sur place au moment des faits. La vidéo [diffusée par Mediapart le 25 octobre 2018 et montrant le sergent-chef « M. » prévenir, le 28 juin 1994 au matin, le colonel Rosier que des Tutsi sont en train d'être massacrés non loin de là ; V. <https://www.youtube.com/watch?v=W1y-9c11GuY>] montre ce qu'elle montre mais est-ce qu'elle permet de conclure que l'armée française a laissé faire ou même a été complice ?

[00' 17'']

Christophe Boisbouvier : Oui alors, cette vidéo... Excusez-moi peut-être, Judith, si je lis un peu mes notes. Mais comme c'est un sujet de..., d'une extrême gravité, je ne vais pas dire n'importe quoi. Cette vidéo, elle pose la question de savoir pourquoi l'état-major de l'opération française Turquoise a mis 60 heures à réagir à la découverte d'une chasse à l'homme sur la colline de Bisesero. Donc, le 27 juin... 1994, en fin d'après-midi, une unité de 16 soldats commandos français découvrent une centaine de rescapés tutsi sur cette colline. Et ce n'est que 60 heures plus tard – donc le 30 juin à l'aube – que l'armée française les évacue. Et en effet, j'ai vécu personnellement ces deux événements, à la fois la découverte du 27 et l'évacuation du 30. Je l'ai raconté à l'époque sur RFI, bien sûr. Le 27 juin au soir, l'évacuation est impossible dans l'immédiat : 16 hommes français au milieu de milliers de miliciens hutu qui sont cachés dans la..., dans les bois – parce que c'est une colline très boisée –, ce n'est opérationnellement pas possible sans des renforts. La nuit va tomber. Ça ne peut se faire que le lendemain matin, le 28 juin, par hélicoptère. Il y a donc, entre le 28 juin à l'aube et le 30 juin à l'aube, un décalage de 48 heures en réalité. Pourquoi ce décalage ? Les survivants et les ONG qui ont porté plainte – notamment l'ONG française « Survie » et l'ONG rwandaise « Ibuka » – contre l'armée française et ceci devant la justice française... Alors, pas pour rien : pour complicité de génocide et complicité de crime contre l'humanité. Accusations très graves. Ces plaignants soupçonnent l'état-major français au niveau de Turquoise – donc, à Goma – et au niveau national – donc, à Paris – d'être resté sciemment l'arme au pied, sans rien faire, les bras croisés, pour donner aux miliciens hutu le temps d'achever les derniers survivants tutsi. Et à l'appui de cette thèse, il peut y avoir le témoignage du chef de la petite unité de soldats commandos français du 27 juin, le colonel Duval, qui affirme que, dès ce soir du 27 juin, il avertit par téléphone satellite le colonel Rosier, son supérieur, qu'on vient de voir sur la vidéo. Et que celui-ci...

[02' 30'']

Judith Grimaldi : Qui ne dit pas oui. Il annonce, il fait : « Hum, hum... ».

[02' 32'']

Christophe Boisbouvier : C'est ça, voilà, oui. Mais que... La vidéo date du lendemain matin, du 28 juin au matin. Il avertit Rosier et il dit que Rosier lui demande alors de ne pas retourner le lendemain sur ce site avec des renforts parce que ce n'est pas son secteur. Et parce qu'il faut préparer la visite du mercredi 29, sur le site, du ministre français de la Défense de l'époque, François Léotard. Alors, contre cette thèse, maintenant, il y a les témoignages des supérieurs du colonel Duval qui disent que cette découverte de rescapés était une information parmi d'autres, que le colonel Duval, ce 27 au

soir, n'a pas accompagné son coup de fil d'un fax. Là-dessus, il y a une polémique pour savoir... Parce qu'il y a bien un fax qui est parti. Dans les archives, on le retrouve à la date du mercredi 29 au soir, donc. Alors que le colonel dit qu'il l'a envoyé le 27 au matin..., le 27 au soir, pardon. C'est important ce décalage de 24 heures, voilà. Ce n'est pas encore éclairci. Et ces supérieurs de Duval affirment que, de toute façon, une opération d'évacuation ne pouvait pas se monter en quelques heures. Notamment à cause des risques d'embuscades posés non seulement par les miliciens hutu mais par le FPR, qui à l'époque était la bête noire de l'état-major français. Il y avait donc des consignes d'extrême prudence côté français. Voilà ce qu'on peut..., ce que je peux raconter pour l'instant.

[03' 47'']

Judith Grimaldi : Mais est-ce que, d'après vous, l'état-major de l'armée obéissait à des ordres politiques de ne rien faire ?

[03' 53'']

Christophe Boisbouvier : Alors, ça pose la question de la publicité. Votre question pose celle de la publicité de cet événement. Ce que je peux raconter à mon petit niveau, c'est que cette découverte des 100 rescapés tutsi le 27 au soir, je l'ai rendue publique, dès mon retour à la base de Kibuye où je travaillais, sur... Et c'était sur l'antenne de RFI, le 28 dans les journaux du matin et du midi. Nous étions trois journalistes à accompagner ces 16 soldats commandos français : RFI, *Le Figaro*, *Libération*. Tous les trois, nous avons raconté à nos trois médias, le 28 au matin, ce qu'on avait découvert. Et donc, l'état-major français savait que nous étions-là, nous, les trois journalistes ! Et que nous avons rendu publique cette nouvelle. Et, donc, l'état-major savait qu'il ne pouvait pas rester les bras croisés très longtemps. Et ce que je peux vous raconter aussi, Judith, c'est que, 60 heures plus tard – donc, le 30 juin au matin –, quand je suis remonté sur la colline de Biseseo pour couvrir l'opération d'évacuation par l'armée française, alors là, nous n'étions pas seulement trois journalistes présents. Nous étions plusieurs dizaines de journalistes acheminés sur place avec l'aide de l'armée française qui voulait donner à cette opération un maximum de publicité. Il ne faut pas oublier que si... Turquoise avait obtenu un feu vert de l'ONU deux semaines plus tôt à New York, c'était parce que François Mitterrand avait mis en avant le volet humanitaire de Turquoise et que, sans doute, Paris avait compris tout l'intérêt qu'il avait à tirer de la publicité de cette opération de l'évacuation du 30 au matin.

[05' 33'']

Judith Grimaldi : Merci beaucoup Christophe Boisbouvier d'être venu et merci pour votre analyse de la situation. Toujours dans l'actualité...

[Fin de la vidéo à 05' 37'']